

PROGRAMME VISANT LA PROTECTION, LA TRANSMISSION ET LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL À CARACTÈRE RELIGIEUX

Volet 2 : Restauration de biens mobiliers et d'œuvres d'art Formulaire d'inscription 2023-2024

1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

NOM DE L'OBJET		
Demander		
Organisme sans but lucratif, fabrique, diocèse, consistoire, communauté religieuse ou équivalente, conseil de bande ou communauté crie, inuite ou naskapie Municipalité Municipalité avec indice RFU de 75 ou moins	Auteur/fabricant Date/époque de production	
Matériaux et techniques		
Dimensions		
Statut juridique (protection légale en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel)	Objet patrimonial classé par le ministère de la Culture et des Communications (MCC)	
	Autre protection légale : précisez	
Adresse du demandeur		
Adresse de l'édifice		
Municipalité		
MRC		
Région administrative		

2. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Se référer à la grille des pourcentages de subvention ci-bas :

Demandeur	Biens classés		Biens non classés	
	% Subvention	% Demandeur	% Subvention	% Demandeur
Organisme sans but lucratif, fabrique, diocèse, consistoire, communauté religieuse ou équivalente, conseil de bande ou communauté crie, inuite ou naskapie	80 %	20 %	70 %	30 %
Municipalité	50 %	50 %	40 %	60 %
Municipalité avec indice RFU de 75 ou moins	70 %	30 %	60 %	40 %

TRAVAUX À RÉALISER Description sommaire et approche privilégiée	Coûts estimés
TOTAL	

FINANCEMENT DES TRAVAUX			
Demandeur	\$	%	Contribution du demandeur
Part du Conseil	\$	%	Subvention maximale
TOTAL	\$		

3. MONTAGE FINANCIER ET IMPACTS DU PROJET

Diversification et confirmation des sources de financement

Retombées et effets structurants du projet sur la communauté

Impacts du projet notamment sur la mobilisation citoyenne

4. MISE EN VALEUR DU BIEN

Heures d'ouverture au public de l'édifice

Activités de mise en valeur de l'édifice

Signature

Nom	Courrier électronique
Signature	Téléphone

DOCUMENTS À JOINDRE À LA DEMANDE

- Formulaire d'inscription
- Soumission d'un restaurateur
- Preuve d'assurance
- Historique du bien et de son lieu d'usage ou de conservation
- Résolution de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
- Photos montrant l'état du bien et les éléments détériorés